

Recherche de fonds en ligne pour financer les activités forestières: base de données de la FAO sur les sources de financement pour l'aménagement durable des forêts

L. Hall

Les informations en ligne sur le financement des activités forestières durables sont plus rares que l'on ne pourrait le croire, mais une nouvelle base de données pourrait permettre à une plus large gamme de parties prenantes d'accéder plus facilement à un appui.

Dans le cadre de l'initiative concernant le Recueil d'informations du PCF sur le financement pour l'aménagement durable des forêts (voir article précédent), la FAO a créé une base de données en ligne sur les sources de financement destinées à des activités forestières. Cette base de données est limitée aux institutions qui ont un site Web qui leur est propre et qui donne des directives et des informations précises sur les procédures de demande de financement. La base de données contient des informations sur chaque source et des liens conduisant aux pages Web appropriées.

La base de données inclut des sources de financement (par exemple, dons, prêts et participation au capital) destinées non seulement aux projets forestiers traditionnels, mais aussi à diverses autres activités susceptibles de contribuer à l'aménagement durable des forêts, comme la recherche, les études à l'étranger et la formation. Elle comprend à la fois des sources de financement directement axées sur l'aménagement durable des forêts et d'autres qui traitent cet aspect dans le cadre d'un mandat plus large, comme la conservation de la diversité biologique, le développement ou l'environnement. Les sources de financement sont très diversifiées, certaines fournissant un appui à des individus et à de petites organisations non gouvernementales (ONG), et d'autres mettant des fonds à la disposition d'institutions beaucoup plus importantes, des gouvernements et des entreprises forestières. Des sources de financement qui soutiennent des activités dans le monde entier y sont enregistrées, mais on s'est efforcé de donner la priorité aux sources qui fournissent des fonds à décaisser dans les pays en développement ou accordent un soutien à des ressortissants de pays en développement.

Les informations actuellement stockées dans la base de données ont été

réunies grâce à des recherches sur le Web, aux liens soumis à la FAO, et aux liens d'autres sites Web qui diffusent des informations sur les sources de financement, comme ceux de Both Ends (www.bothends.org), du Réseau européen de recherche sur les forêts tropicales (www.etfrn.org) et de Tropenbos (www.tropenbos.nl). Comme la plupart de ces informations ont été réunies en utilisant des mots clés en langue anglaise, la base de données contient sans doute peu de sources de financement publicisées sur Internet dans d'autres langues. La base de données contient de nombreuses sources de financement basées aux Etats-Unis, probablement à cause de cette «préférence linguistique» mais aussi parce que l'Internet est plus largement utilisé dans ce pays.

Dans la mesure du possible, les informations présentées sur les sites Web des institutions de financement ont été transférées dans la base de données sans préparation ou modification de leur contenu. Des mots clés identifiant les zones, les groupes et les sujets visés ont été assignés à chaque source de financement conformément aux informations présentées sur leurs sites Web. Lorsqu'elles étaient disponibles, des indications sur les planchers et les plafonds des financements accordés par chaque source ont aussi été enregistrées dans la base de données, mais de nombreuses organisations ne fournissent pas ces informations.

Tous les mots clés et le texte général décrivant la base de données sont disponibles en anglais, en espagnol et en français, mais les descriptions détaillées de chaque source de financement ont été laissées dans la langue d'origine de la source (le plus souvent l'anglais). Compte tenu du fossé numérique, la FAO a la faculté d'imprimer des extraits de la base de données pour tout pays du monde qui le lui demanderait.

Lorna Hall est consultante, et vit à St Ives, Cambridgeshire (Royaume-Uni).

La base de données est actuellement à jour et de nouvelles sources sont ajoutées en fonction des commentaires et des informations en retour que reçoit la FAO. On prévoit que le contenu de la base de données sera entièrement examiné et révisé tous les ans ou tous les deux ans.

La base de données est accessible en ligne à l'adresse www.fao.org/forestry/finance-sources ou sur le site du Recueil du PCF, à www.fao.org/forestry/cpf-

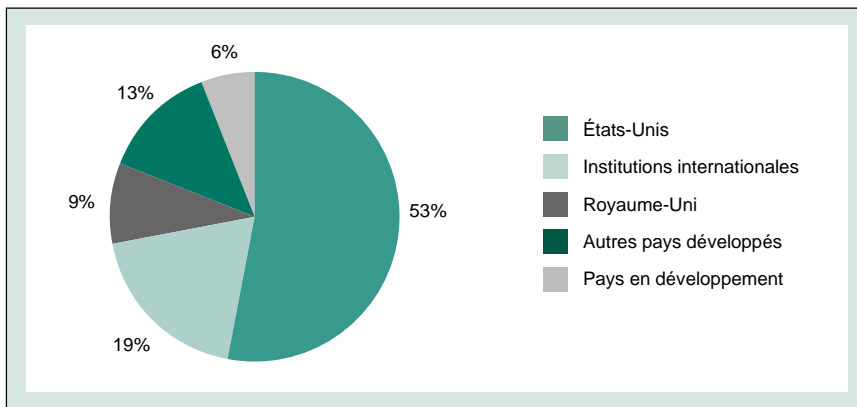
sourcebook-database. Ceux qui souhaitent avoir une copie imprimée peuvent la demander par écrit au Service de l'économie forestière, FAO, Rome.

QUELS FINANCEMENTS SONT DISPONIBLES, ET POUR QUI?

Au mois de décembre 2002, la base de données contenait au total 348 fonds, provenant de 221 sources différentes. Certaines caractéristiques des institu-

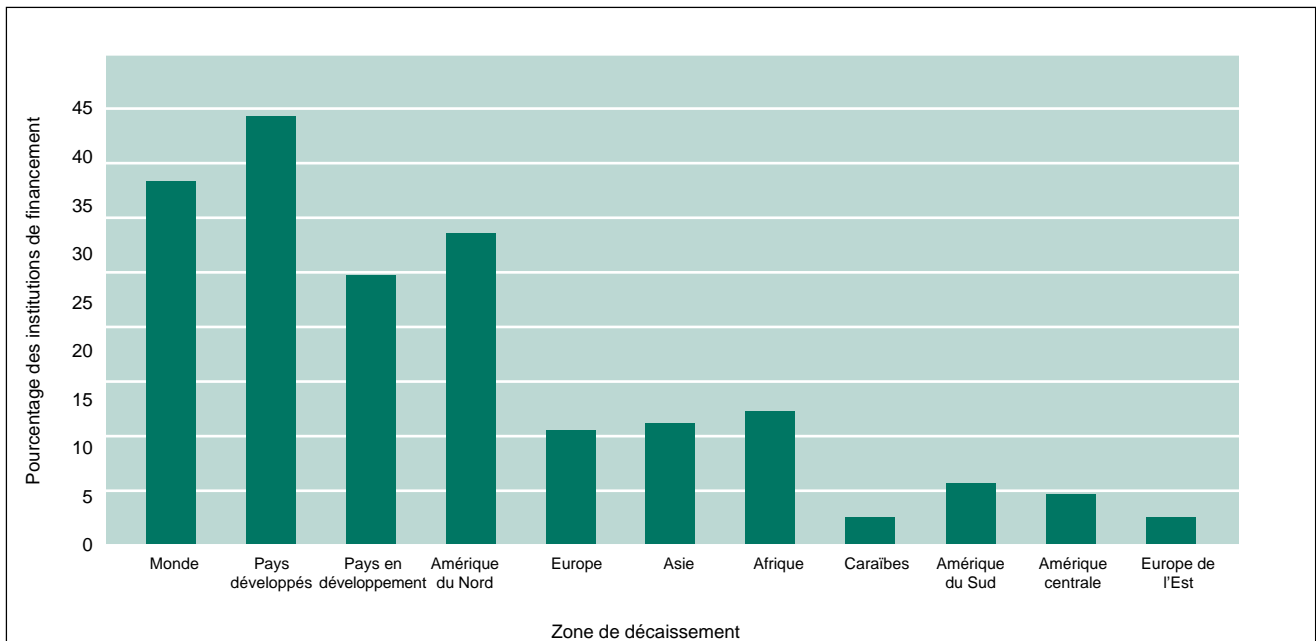
tions de financement incluses dans la base de données sont illustrées par les figures 1 à 3.

Plus de 80 pour cent des institutions de financement étaient basées dans des pays développés, la majorité ayant leur siège aux États-Unis (figure 1). Sur les institutions restantes, un peu moins de 20 pour cent étaient financées et/ou administrées par des institutions internationales, quelques-unes ayant toutefois



1
Lieu d'implantation des institutions enregistrées dans la base de données qui accordent des financements aux pays en développement

2
Distribution des régions où seront dépensés les fonds



Note: La somme des pourcentages est supérieure à 100 pour cent car les régions se chevauchent et de nombreuses institutions de financement acceptent des demandes provenant de plusieurs régions géographiques.

des bureaux dans des pays en développement. Neuf institutions de financement seulement étaient effectivement situées dans des pays en développement, dont elles recevaient l'essentiel de leur soutien. Quatre d'entre elles se trouvaient en Inde et accordaient des financements exclusivement pour des activités réalisées à l'intérieur de ce pays, et quatre autres étaient en Afrique du Sud et au Brésil. Tous ces pays sont relativement avancés sur le plan des technologies et des structures de gestion de la conservation par rapport à d'autres pays de leur région. Il y a certes probablement bien d'autres sources de financement dans les pays en développement, mais l'utilisation de l'Internet pour diffuser les informations sur les demandes de fonds semble peu courante, peut-être parce que les candidats qui ont accès à Internet sont moins nombreux.

Très peu de fonds sont réservés à des activités du secteur forestier ou à des régions géographiques spécifiques, de sorte que ceux qui souhaitent obtenir un financement pour des activités forestières se trouvent souvent en compétition

avec des demandeurs d'autres secteurs ou d'autres régions. En outre, nettement plus de la moitié des sources de financement enregistrées dans la base de données n'acceptent pas les demandes émanant de ressortissants de pays en développement, alors que leurs fonds peuvent être utilisés pour soutenir des activités dans ces pays. Toutefois, dans certains cas, des partenaires des pays en développement peuvent prétendre à un financement si la demande est cosignée ou présentée par un partenaire d'un pays donateur ou s'il existe une institution du pays donateur qui décaisse des fonds dans le pays en question.

La base de données de la FAO fournit des informations sur les critères d'admissibilité et des liens conduisant directement aux informations sur les procédures de demande. Les demandeurs éventuels doivent ensuite consulter le site Web de l'institution de financement avant de soumettre leur demande. Ces institutions ont souvent des sites complexes sur lesquels il est parfois difficile de trouver des informations préliminaires.

Très peu d'institutions de financement enregistrées dans la base de données fournissent des formulaires de demande concis qui peuvent être remplis en ligne. La plupart ont des formulaires détaillés qui sont longs à remplir et qui doivent souvent être complétés par des documents.

Il peut être difficile de soumettre les demandes de financement par voie élec-

tronique, lorsqu'elles proviennent de zones peu ou mal desservies par Internet.

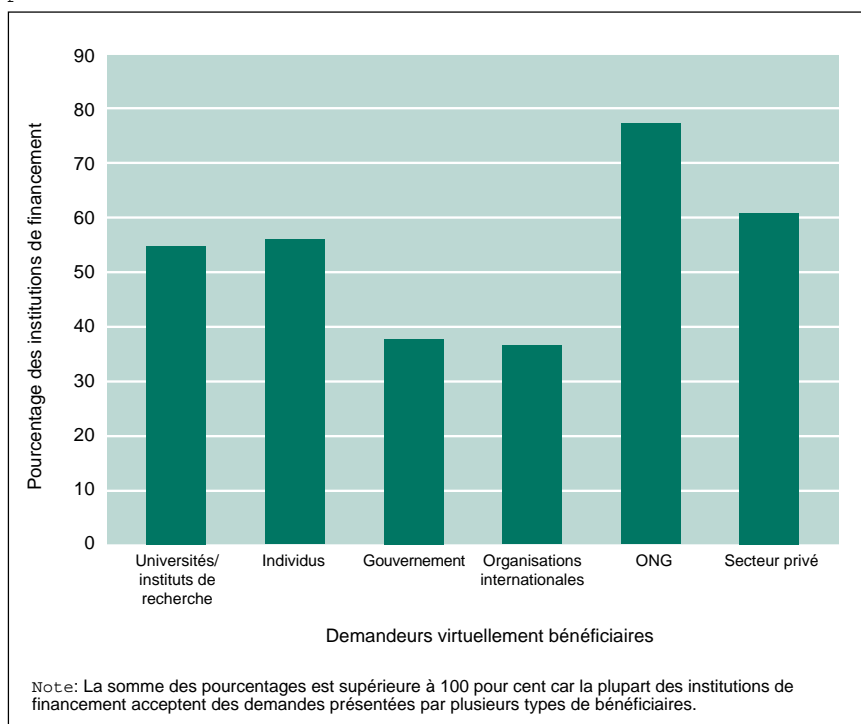
CONCLUSIONS

On a parfois le sentiment dans la communauté de donateurs que les financements en faveur de l'aménagement durable des forêts sont facilement accessibles lorsque l'on sait où et comment les demander. L'Internet peut être un outil privilégié pour localiser ces financements, mais on s'est aperçu lors de la création de la base de données que les informations en ligne sur les procédures à suivre pour obtenir des fonds étaient rares et difficiles à trouver (en particulier sur les sites de certains gros donateurs).

Avec la base de données sur les sources de financement, une plus vaste gamme de parties prenantes devrait pouvoir accéder à un appui. Toutefois, il ne fait aucun doute que la base de données n'inclut encore qu'une fraction des financements potentiellement disponibles et que l'on a plus de mal à trouver un financement approprié sur Internet dans les pays en développement, à la fois pénalisés à cause des restrictions aux demandes de financement et des difficultés d'accès à l'information.

L'amélioration de cette situation incombe au moins en partie aux institutions de financement qui pourraient rendre leurs informations plus conviviales et plus facilement accessibles aux demandeurs. En simplifiant les sites et les pages Web et en fournissant des liens explicites vers les informations, avec un minimum de graphiques pour réduire le temps de téléchargement, elles amélioreraient considérablement l'accessibilité. Elles auraient également intérêt à s'assurer qu'il est possible d'ouvrir des formulaires de demande qui ont été téléchargés avec des logiciels plus anciens. Toutefois, le progrès le plus décisif serait probablement que quelques-uns des plus gros donateurs présentent plus d'informations en ligne sur la manière de travailler avec eux. La base de données sur les sources de financement et le Recueil élargi du PCF sont un pas dans cette direction. ♦

3
Distribution des types de
demandeurs pouvant
prétendre à un financement



Obtenir des résultats significatifs dans le domaine de la recherche forestière avec de maigres ressources

S. Appanah

Réflexions d'un atelier sur les stratégies de recherche forestière novatrices dans la région Asie et Pacifique.

D'une manière générale, les investissements dans le domaine de la recherche forestière réalisés par le secteur public dans la région Asie et Pacifique sont absolument dérisoires, en particulier depuis la crise économique asiatique de 1997. Pour trouver des moyens de «faire plus avec moins», un groupe de chercheurs, de directeurs et de représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé de la région se sont réunis lors de l'atelier régional, intitulé «Obtenir des résultats significatifs dans le domaine de la recherche avec de maigres ressources: Stratégies de recherche et d'innovation dans le domaine de la foresterie», qui s'est tenu du 2 au 4 décembre 2002 à Colombo (Sri Lanka)¹.

L'atelier s'attaquait au monopole traditionnel des recherches forestières, détenu par le secteur public, par l'intermédiaire de ses instituts nationaux des recherches forestières (INRF), qui commence à être considéré comme un modèle institutionnel dépassé pour résoudre les problèmes actuels de la foresterie. S'ils ne veulent pas s'affaiblir et être marginalisés, ces instituts doivent s'adapter à l'environnement qui évolue rapidement et mettre au point des stratégies plus novatrices pour obtenir des résultats.

Plusieurs idées maîtresses se sont dégagées de la discussion:

- **Le rôle de la science évolue.** Le besoin de recherche «traditionnelle» diminue et pour s'adapter aux nouveaux besoins, les INRF devront se transformer en entreprises de services et en «courtiers» en connaissances.
- **Faites la connaissance de votre donateur si vous voulez plus de ressources.** Les instituts de recherche doivent connaître les priorités des donateurs pour attirer des fonds vers la recherche forestière, dans un environnement compétitif.
- **Pourquoi ne pas associer les bénéficiaires et les faire payer?** Une approche dictée par les parties prenantes peut améliorer la qualité et l'impact des recherches forestières dans les pays en développement. En Malaisie, par exemple, des institutions publiques ont réussi, avec une révision des politiques et d'autres stratégies appropriées, à mobiliser des fonds du secteur privé pour financer la recherche.
- **Réaliser plus avec moins.** Des technologies nouvelles et en voie de développement, comme la télédétection et les systè-

mes d'information géographique (SIG) abaissent les coûts de la recherche. Avec des investissements judicieux dans du matériel informatique, des logiciels et une formation appropriés, des INRF qui ont peu de moyens peuvent se hisser à l'avant-garde de la recherche.

- **La recherche rapporte parfois!** Une institution privée, en Inde, le Tata Energy Research Institute, a fait une percée crédible dans la recherche forestière grâce à des approches novatrices, comme la commercialisation des services et des technologies. Toujours en Inde, des ONG environnementales opèrent sur le front de la recherche et du plaidoyer pour obtenir des résultats.
- **Enfin, qui a dit que les ressources étaient rares?** Il se pourrait que les ressources ne soient pas rares, mais qu'elles aient simplement changé de mains, passant des gouvernements aux entreprises et à la société civile. Les institutions de recherche doivent rivaliser pour ces ressources qui peuvent être abondantes. Les INRF devraient donc forger des partenariats avec d'autres instituts pour soutenir des compétences particulières et y accéder.

L'atelier a conclu qu'il existe de multiples approches novatrices pour entreprendre des recherches. Des améliorations sont possibles sur trois fronts: renforcer l'efficacité et la responsabilité des recherches; forger des liens avec d'autres partenaires de recherche; et mobiliser des ressources pour la recherche. Le programme FORSPA travaille actuellement à la rédaction des actes de l'atelier, qui devrait être prêts en juin 2003.



DÉPARTEMENT DES FORÊTS DE LA FAO/CIH/FAO/CIH/FAO/CIH

Simmathiri Appanah est Conseiller principal pour le Programme de soutien à la recherche forestière pour l'Asie et le Pacifique (FORSPA), Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok (Thaïlande).

¹ L'atelier a été organisé par le Programme FAO de soutien à la recherche forestière pour l'Asie et le Pacifique (FORSPA), l'Association des instituts de recherche forestière de l'Asie et du Pacifique (APAFRI); le Département des forêts sri-lankais; le Programme spécial pour les pays en développement de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO); le Service des forêts du Département de l'agriculture des Etats-Unis; le Réseau canadien de technologies (CTN); et le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR).